

**COUR SUPÉRIEURE**  
(Chambre des actions collectives)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000944-187

DATE : 9 novembre 2020

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE : L'HONORABLE CHANTAL CHATELAIN, J.C.S.**

---

**HUGO BEAUVAIS-LAMY**

Demandeur

c.

**BANQUE DE MONTRÉAL**

Défenderesse

---

**JUGEMENT**

(Autorisation d'exercer une action collective aux fins de règlement et approbation des avis aux membres)

---

[1] **CONSIDÉRANT** la demande pour autorisation d'exercer une action collective instituée par le demandeur, Hugo Beauvais-Lamy, contre la défenderesse, Banque de Montréal (**BMO**), le 26 septembre 2018 (la **Demande d'autorisation**);

[2] **CONSIDÉRANT** que la Demande d'autorisation décrit ainsi les membres du groupe proposé :

All current or former clients of BMO, residing in the province of Québec, whose personal information was breached in or as a result of the Data Breach\*.

\*Data Breach means unauthorized access to and disclosure of the Class members' personal information across and through the facilities of BMO's

computer systems and networks, which was publicly disclosed by BMO on May 28, 2018.

[3] **CONSIDÉRANT** l'entente de règlement du 3 octobre 2020 intervenue entre les parties (**l'Entente BMO**);

[4] **CONSIDÉRANT** que suivant l'article 590 du *Code de procédure civile*, l'Entente BMO ne sera valable que si elle est approuvée par le Tribunal, mais qu'avant d'approuver l'Entente BMO, l'action collective doit préalablement être autorisée;

[5] **CONSIDÉRANT** la présente *Demande pour obtenir l'autorisation d'exercer une action collective aux fins de règlement seulement et pour autoriser la publication des avis aux membres* par laquelle le demandeur prie notamment le Tribunal :

- a) d'autoriser l'exercice de l'action collective aux fins de règlement seulement;
- b) de lui octroyer, aux fins de l'Entente BMO, le statut de représentant des membres du groupe visé par le règlement au Québec;
- c) de nommer la firme Epiq à titre d'administrateur de l'Entente BMO;
- d) d'approuver la forme et le contenu des avis aux membres pour les informer, notamment, qu'une audience sera tenue pour l'approbation de l'Entente BMO;
- e) d'ordonner la publication des avis aux membres de la façon proposée par les parties à l'Entente BMO;
- f) de fixer la date d'audience de la demande pour obtenir l'approbation de l'Entente BMO.

[6] **CONSIDÉRANT** que le demandeur prie également le Tribunal d'approuver la méthode et le délai pour s'exclure du groupe du Québec;

[7] **CONSIDÉRANT** que le Tribunal doit examiner avec souplesse les critères d'autorisation d'une action collective lorsque cette autorisation est demandée pour fins de règlement<sup>1</sup>;

[8] **CONSIDÉRANT** que le Tribunal est d'avis que la Demande d'autorisation en l'espèce satisfait aux conditions des articles 574 et 575 du *Code de procédure civile* aux fins du règlement proposé;

[9] **CONSIDÉRANT** le recours similaire, intitulé *Melissa Mallette v. Bank of Montréal*, dans le dossier de Cour portant le numéro CV-18-00076745-00CP, institué le

---

<sup>1</sup> *Benabu c. Bell Canada*, 2019 QCCA 2174, par. 15-18.

8 juin 2018 devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario, lequel porte sur le même objet que le présent recours et vise une classe nationale, incluant les résidents du Québec;

[10] **CONSIDÉRANT** le jugement du 8 octobre 2020 du juge Smith de la Cour supérieure de justice de l'Ontario dans l'affaire *Melissa Malette v. Bank of Montréal*, lequel certifie l'action collective dans cette affaire pour fins de règlement et approuve les avis aux membres (le **jugement ontarien**);

[11] **CONSIDÉRANT** que le jugement ontarien est conditionnel au fait que l'exercice de l'action collective soit également autorisé au Québec, tel que le prévoit le paragraphe 14 dudit jugement qui se lit ainsi :

14. THIS COURT ORDERS that this Order is contingent upon a parallel conditional authorization Order being made by the Québec Court in the Québec proceeding, and that none of the terms of this Order shall be effective unless and until such an Order is made.

[12] **CONSIDÉRANT** que malgré le fait que les membres du groupe proposé dans la présente action collective font partie de l'action collective proposée en Ontario, le Tribunal est d'avis qu'il est dans l'intérêt des membres du groupe au Québec d'autoriser l'exercice de la présente action collective aux fins de règlement;

[13] **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de faire droit à la *Demande pour obtenir l'autorisation d'exercer une action collective aux fins de règlement seulement et pour autoriser la publication des avis aux membres*;

[14] **CONSIDÉRANT** le consentement de la défenderesse;

[15] **CONSIDÉRANT** les articles 575, 576, 577, 579, 581 et 590 du *Code de procédure civile*;

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

[16] **ACCUEILLE** la demande;

[17] **DÉCLARE** qu'aux fins du présent jugement, sauf dans la mesure où elles sont modifiées dans le cadre du présent jugement, les définitions énoncées dans l'Entente BMO s'appliquent et sont intégrées au présent jugement;

[18] **AUTORISE** l'exercice de l'action collective au Québec contre la défenderesse pour les seules fins de règlement;

[19] **ORDONNE** qu'aux fins de règlement, le groupe du Québec soit défini ainsi :

Toute personne du Québec qui est un client actuel ou un ancien client de BMO dont les Renseignements Personnels ont été affectés à la suite de la fuite des

données annoncée le ou vers le 27 mai 2018. (le « **Groupe** » ou les « **Membres du Groupe** »).

[20] **ATTRIBUE** au demandeur, Hugo Beauvais-Lamy le statut de représentant des membres du groupe visé par le règlement au Québec;

[21] **IDENTIFIE**, aux fins de l'Entente BMO, la question commune au groupe visé par le règlement au Québec comme étant la suivante :

La défenderesse avait-elle une obligation de diligence envers le demandeur et les membres du groupe en ce qui concerne la fuite de données?

[22] **DÉCLARE** que les membres du groupe visé par le règlement au Québec peuvent s'exclure du recours du Québec en transmettant, un formulaire d'exclusion complété et signé au greffe de la Cour supérieure et aux avocats du groupe, le ou avant le 60<sup>e</sup> jour suivant la première publication de l'avis aux membres;

[23] **DÉCLARE** que tout membre du groupe qui se sera valablement exclu du recours du Québec ne pourra plus participer à ce recours ou à la distribution de tout fonds perçu à la suite d'un jugement ou d'un règlement;

[24] **APPROUVE** substantiellement la forme et le contenu des avis aux membres, en versions détaillée et abrégée, en français et en anglais, joints en annexe « A » au présent jugement;

[25] **APPROUVE** le formulaire d'exclusion figurant à l'annexe « A » de l'avis aux membres en version détaillée ci-annexé;

[26] **APPROUVE** le plan de diffusion des avis aux membres figurant à la section 5.1 de l'Entente BMO et **ORDONNE** que la diffusion des avis aux membres soit effectuée conformément à ce plan;

[27] **ORDONNE** en outre aux parties de verser les avis aux membres au Registre des actions collectives;

[28] **DÉCLARE** que, dans les dix (10) jours suivant la date limite d'exclusion, les avocats du groupe transmettront à la défenderesse un rapport comprenant les noms de chaque personne qui se sera valablement exclue et un résumé des informations transmises par celle-ci conformément au paragraphe 19 du présent jugement;

[29] **DÉSIGNE** la firme Epiq à titre d'administrateur de l'Entente BMO;

[30] **AUTORISE** la défenderesse à divulguer les noms et les adresses postales, ainsi que toutes les informations d'identification nécessaires (telles que la date de naissance, le numéro de compte ou la langue) des membres du groupe à l'administrateur et aux avocats du Groupe dans la mesure nécessaire pour :

- a) faciliter la diffusion des avis aux membres approuvés par les tribunaux afin d'aviser ceux-ci du présent jugement, ainsi que de la date et des informations relatives à la demande d'approbation de l'Entente BMO; et
- b) faciliter le processus d'administration des réclamations découlant du jugement d'approbation de l'Entente BMO.

[31] **FIXE** la date d'audience de la demande pour obtenir l'approbation de l'Entente BMO au Palais de justice de Montréal, à la salle 1.156, le **23 février 2021, à 9 h 30** et **PRÉCISE** que dans l'éventualité où la pandémie de la COVID-19 nécessitait que la demande soit entendue en mode virtuel, le moyen par lequel il sera possible d'assister à l'audition sera affiché au Registre des actions collectives ainsi que sur le site Internet des avocats du demandeur;

[32] **LE TOUT** sans frais de justice.

---

CHANTAL CHATELAIN, J.C.S.

M<sup>e</sup> Caroline Perrault  
SISKINDS, DESMEULES, AVOCATS S.E.N.C.R.L.  
Avocats du demandeur

M<sup>e</sup> Kristian Brabander  
MCCARTHY TÉTRAULT S.E.N.C.R.L., S.R.L.  
Avocats de la défenderesse

M<sup>e</sup> Lory Beauregard  
FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES  
(Présent à l'audition bien que non partie à ce stade)

Audition : 9 novembre 2020

Annexe A : Avis aux membres

[Avis détaillé]

## ACTIONS COLLECTIVES CONTRE LA BANQUE DE MONTRÉAL

### AVIS D'AUDIENCE CONCERNANT L'APPROBATION D'UNE ENTENTE DE RÈGLEMENT ET D'UN DROIT D'EXCLUSION

**Le présent avis s'adresse à toute personne qui est un client actuel ou un ancien client de la Banque de Montréal et dont les renseignements personnels ont été affectés à la suite d'une fuite de données touchant la Banque de Montréal annoncée le ou vers le 27 mai 2018.**

VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT CET AVIS CAR IL POURRAIT AVOIR UNE INCIDENCE SUR VOS DROITS

DES ACTIONS COLLECTIVES DÉBUTÉES EN ONTARIO ET AU QUÉBEC ONT ÉTÉ RÉGLÉES

En 2018, une action collective a été intentée dans chacune des provinces de l'Ontario et du Québec contre la Banque de Montréal (« **BMO** ») en raison d'une fuite de données annoncée le 27 mai 2018 (l'« **Incident** ») qui a exposé les renseignements personnels de certains clients de BMO (les « **Actions Collectives** »).

Le présent avis concerne tous les clients actuels ou anciens de BMO en date du 27 mai 2018 dont les Renseignements Personnels (tels que définis dans l'Entente de Règlement, décrite ci-dessous) ont été affectés en raison de l'Incident (les « **Membres du Groupe** »).

Les parties aux Actions Collectives ont conclu une entente (l'« **Entente de Règlement** ») sujette à l'approbation des tribunaux de l'Ontario et du Québec (les « **Tribunaux** »). L'Entente de Règlement prévoit que la BMO paiera la somme de 12 757 540.00\$ en fonds de règlement non remboursables et jusqu'à 8 465 535.00\$ supplémentaires en fonds sujets à des réclamations effectuées par les clients de BMO visés, le tout en règlement total et définitif de toutes les réclamations des Membres du Groupe (les « **Prestations du Règlement** »). La BMO a également accepté de maintenir son engagement existant de rembourser tous les Membres du Groupe pour toute transaction non autorisée effectuée sur leurs comptes auprès de la BMO en conséquence directe de l'Incident. Les Prestations du Règlement comprennent tous les honoraires, les débours et les taxes applicables (les « **Honoraires des Avocats du Groupe** »). En contrepartie des Prestations du Règlement, la BMO recevra une quittance de la part de tous les Membres du Groupe, l'Action de l'Ontario sera rejetée et l'Action du Québec sera déclarée comme ayant été réglée hors cour.

L'Entente de Règlement constitue un compromis concernant des réclamations contestées et ne constitue pas une admission de responsabilité ou de faute de la part de BMO, qui a contesté, et continue de contester, les allégations mises de l'avant dans les Actions Collectives.

#### AUTORISATION DES ACTIONS COLLECTIVES

Conformément à l'Entente de Règlement, les Actions ont été, respectivement, certifiée par le Tribunal de l'Ontario et autorisée par le Tribunal du Québec, comme Actions Collectives.

Les Membres du Groupe sont les suivants :

Toute personne qui est un client actuel ou un ancien client de BMO dont les Renseignements Personnels ont été affectés à la suite de la fuite des données annoncée le ou vers le 27 mai 2018. (le « **Groupe** » ou les « **Membres du Groupe** »).

Si vous n'êtes pas certain d'être ou non un membre du Groupe, vous devriez communiquer avec les Avocats du Groupe aux coordonnées indiquées ci-dessous.

## **DROITS DES MEMBRES DU GROUPE**

La BMO a identifié 113 151 clients dont les Renseignements Personnels ont été affectés par l'Incident :

- les Renseignements Personnels de 3 195 clients de BMO, y compris leur date de naissance et leur NAS, ont été consultés et affichés en ligne (« **Groupe 1** »);
- les Renseignements Personnels de 59 750 clients de BMO, y compris leur date de naissance et leur NAS, ont été consultés mais non affichés en ligne (« **Groupe 2** »);
- les Renseignements Personnels de 50 206 clients de BMO, mais sans inclure leur date de naissance et leur NAS, ont été consultés mais non affichés en ligne (« **Groupe 3** »); et
- 3 566 clients de BMO ont fait l'objet d'opérations non autorisées sur leurs comptes à la suite de l'Incident (« **Groupe 4** »).

Chaque Membre du Groupe faisant partie du Groupe 4 est également membre de l'un des Groupes 1, 2 ou 3.

La somme non remboursable de 12 757 540.00\$ provenant du Fonds de Règlement - Fixe sera, après déduction des Honoraires des Avocats du Groupe, distribuée aux Membres du Groupe faisant partie des Groupes 1, 2 et 4.

La somme de 8 465 535.00\$ provenant du Fonds de Règlement - Réclamable, sujette à des réclamations par les Membres du Groupe, sera, après déduction des Honoraires des Avocats du Groupe, distribuée aux Membres du Groupe faisant partie des Groupes 1, 2 et 3, conformément aux réclamations qui auront été soumises.

Chaque Membre du Groupe 1 aura droit à un paiement de 1 000.00\$ (duquel les Honoraires des Avocats du Groupe seront déduits) et pourra réclamer des montants supplémentaires pour un maximum de 3,5 heures de perte de temps (à 18.00\$/h), s'il a passé plus de 20 heures à protéger ses Renseignements Personnels à la suite de l'Incident. Par exemple, si vous avez passé au total 23 heures à modifier des mots de passe bancaires, des informations de prélèvements et de dépôts automatiques et à parler au téléphone avec des représentants de BMO, vous aurez droit à un montant total de 1 054.00\$ (duquel les Honoraires des Avocats du Groupe seront déduits). Si vous avez consacré 20 heures ou moins à ces activités, vous recevrez 1 000.00\$ (duquel montant les Honoraires des Avocats du Groupe seront déduits).

Chaque Membre du Groupe 2 aura droit à un paiement de 144.00\$ (duquel les Honoraires des Avocats du Groupe seront déduits) et pourra réclamer des montants supplémentaires pour un maximum de 3,5 heures de perte de temps (à 18.00\$/h), s'il a passé plus de 8 heures à protéger ses Renseignements

Personnels à la suite de l'Incident. Par exemple, si vous avez passé au total 11 heures à modifier des mots de passe bancaires, des informations de prélèvements et de dépôts automatiques et à parler au téléphone avec des représentants de BMO, vous aurez droit à un montant total de 198.00\$ (duquel les Honoraires des Avocats du Groupe seront déduits). Si vous avez consacré 8 heures ou moins à ces activités, vous recevrez 144.00\$ (duquel montant les Honoraires des Avocats du Groupe seront déduits).

Chaque Membre du Groupe 3 aura le droit de réclamer des montants pour un maximum de 5 heures de perte de temps (à 18.00\$/h), s'il a passé du temps à protéger ses Renseignements Personnels après l'Incident. Par exemple, si vous avez passé un total de 5 heures à modifier des mots de passe bancaires, des informations de prélèvements et de dépôts automatiques et à parler au téléphone avec des représentants de BMO, vous aurez droit à un total de 90.00\$ (duquel les Honoraires des Avocats du Groupe seront déduits).

Chaque Membre du Groupe 4 aura droit à un paiement de 270.00\$ (duquel les Honoraires des Avocats du Groupe seront déduits), pour le temps perdu relié à ses efforts visant à régler les transactions non autorisées sur son (ou ses) compte(s). Si vous faites également partie des Groupes 1, 2 ou 3, vous avez droit à ce montant en plus de tous les montants auxquels vous pourriez avoir droit en tant que membre de ces groupes.

Le tableau suivant illustre les montants fixes et les montants réclamables par les membres de chaque Groupe :

<b>Groupe de Réclamants</b>	<b>Fonds de Règlement - Fixe par Réclamant</b>	<b>Fonds de Règlement – Réclamable par Réclamant qui réclame</b>
<b>Groupe 1</b>	1 000.00\$ (moins les Honoraires des Avocats du Groupe)	Jusqu'à 63.00\$ (moins les Honoraires des Avocats du Groupe) pour ceux qui ont passé plus de 20 heures à gérer les problèmes découlant de l'Incident.
<b>Groupe 2</b>	144.00\$ (moins les Honoraires des Avocats du Groupe)	Jusqu'à 63.00\$ (moins les Honoraires des Avocats du Groupe) pour ceux qui ont passé plus de 8 heures à gérer les problèmes découlant de l'Incident.
<b>Groupe 3</b>	N/A	Jusqu'à 90.00\$ (moins les Honoraires des Avocats du Groupe) pour ceux qui ont perdu du temps à gérer les problèmes découlant de l'Incident.
<b>Groupe 4</b>	270.00\$ (moins les Honoraires des Avocats du Groupe)	N/A

**SI VOUS NE SOUHAITEZ PAS PARTICIPER À CETTE ACTION COLLECTIVE**

Les Membres du Groupe qui souhaitent participer aux Actions Collectives n'ont rien à faire pour le moment. Ils font automatiquement partie des Actions Collectives.

Tout Membre du Groupe qui ne souhaite pas participer aux Actions Collectives et qui choisit par conséquent de s'en exclure ne pourra plus participer aux Actions Collectives, ni participer à la distribution des fonds provenant de l'Entente de Règlement. Ceux qui s'excluent ne seront pas liés par les quittances données à BMO.

Tout Membre du Groupe qui souhaite s'exclure des Actions Collectives doit le faire en transmettant un formulaire d'exclusion écrit, signé par le Membre du Groupe, indiquant qu'il (elle) s'exclut des Actions Collectives. Le formulaire d'exclusion figure à l'annexe "A" du présent avis. Il peut également être obtenu auprès des Avocats du Groupe.

Un formulaire d'exclusion dûment complété doit être transmis aux Avocats du Groupe au plus tard le **[60 jours après la publication de l'avis]**. Pour les résidents du Québec, le formulaire d'exclusion doit également être transmis au greffe de la Cour supérieure du Québec dans le même délai.

Aucun Membre du Groupe ne sera autorisé à s'exclure des Actions Collectives après le **[date d'exclusion]**. Si vous vous excluez des Actions Collectives et si vous souhaitez entreprendre un recours individuel, vous assumerez l'entière responsabilité d'entreprendre votre propre recours contre la BMO et de poser tous les gestes visant à protéger votre recours, si vous souhaitez aller de l'avant.

## **LES AUDIENCES D'APPROBATION DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT SE TIENDRONT À OTTAWA, EN ONTARIO ET À MONTREAL, AU QUÉBEC**

Avant que l'Entente de Règlement puisse être mise en œuvre, elle doit être approuvée par les deux Tribunaux.

Les Membres du Groupe qui résident hors du Québec peuvent, mais ne sont pas tenus, assister à la demande d'approbation de l'Entente de Règlement qui se tiendra le \_\_\_\_\_ 2020 à **[heure à déterminer]**, au Palais de justice d'Ottawa, situé au 161, rue Elgin, à Ottawa (Ontario).

Les Membres du Groupe qui résident au Québec peuvent, mais ne sont pas tenus, assister à la demande d'approbation de l'Entente de Règlement qui se tiendra le \_\_\_\_\_ 2020 à **[heure à déterminer]**, au Palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est, à Montréal (Québec), salle 1.156.

Dans l'éventualité où la pandémie de COVID-19 nécessitait que les demandes soient entendues électroniquement ou par d'autres moyens alternatifs, les moyens par lesquels les Membres du Groupe pourront assister aux audiences d'approbation de l'Entente de Règlement seront affichés sur les sites internet des Avocats du Groupe.

Les Membres du Groupe qui ne s'opposent pas à l'Entente de Règlement proposée n'ont pas besoin de se présenter à l'une ou l'autre des audiences ni de prendre toute autre mesure afin d'indiquer qu'ils soutiennent l'Entente de Règlement proposée.

## **HONORAIRES DES AVOCATS DU GROUPE**

En plus de demander aux Tribunaux d'approuver l'Entente de Règlement, les Avocats du Groupe (tels qu'identifiés ci-dessous) demanderont l'approbation des Honoraires des Avocats du Groupe équivalant à 25% des Prestations du Règlement, plus les débours et les taxes applicables. Les Avocats du Groupe demanderont également l'approbation d'un plan pour la distribution des Prestations du Règlement, moins les Honoraires des Avocats du Groupe (le « **Fonds Net de Règlement**») aux Membres du Groupe (le « **Plan de distribution** »).

## **LES MEMBRES DU GROUPE PEUVENT S'OPPOSER AU RÈGLEMENT**

***En tant que Membre du Groupe, si vous êtes insatisfait des termes de l'Entente de Règlement, vous avez le droit de vous y opposer.***

Si vous souhaitez faire des commentaires ou vous opposer à l'approbation de l'Entente de Règlement par les Tribunaux, au Plan de distribution ou aux Honoraires des Avocats du Groupe, vous devez indiquer votre intention de le faire en transmettant un avis écrit. Cet avis doit être transmis aux Avocats du Groupe (aux adresses indiquées ci-dessous) au plus tard le \_\_\_\_\_ 2020. Les Avocats du Groupe transmettront toutes les observations au tribunal approprié et aux avocats de la BMO. Vous pouvez assister à l'audience appropriée d'approbation de l'Entente de Règlement, que vous formuliez ou non une objection. Dans l'éventualité où la pandémie de COVID-19 nécessiterait que les demandes soient entendues électroniquement ou par d'autres moyens alternatifs, les moyens par lesquels les Membres du Groupe pourront assister aux audiences d'approbation de l'Entente de Règlement seront affichés sur les sites internet des Avocats du Groupe.

Une opposition écrite doit comprendre les informations suivantes :

- (a) Le nom, l'adresse, le numéro de téléphone, le numéro de télécopieur (le cas échéant) et l'adresse électronique de celui qui s'oppose;
- (b) Une brève déclaration exposant la nature et la raison de l'objection; et
- (c) Une déclaration indiquant si celui qui s'oppose a l'intention d'être présent en personne lors de l'audience d'approbation de l'Entente de Règlement ou d'être représenté par un avocat et, le cas échéant, le nom, l'adresse, le numéro de téléphone, le numéro de télécopieur et l'adresse électronique de l'avocat.

## **DISTRIBUTION PROPOSÉE DU MONTANT NET DE RÈGLEMENT**

S'il est approuvé, le Fonds Net de Règlement sera distribué aux Membres du Groupe qui sont des réclamants autorisés conformément au Plan de distribution lequel, en termes généraux, prévoit ce qui suit :

- (a) pour être admissible à l'obtention d'une indemnité en vertu de l'Entente de Règlement, vous devez être un Membre du Groupe.
- (b) un Administrateur des réclamations déterminera si un Membre du Groupe est autorisé à l'obtention d'une indemnité provenant des Fonds Net de Règlement et le montant de celle-ci, conformément à l'Entente de Règlement et au Plan de distribution (le « **Réclamant autorisé** »).

- (c) l'indemnité réelle provenant des Fonds Nets de Règlement de chaque Membre du Groupe sera calculée conformément au Plan de distribution.

Si l'Entente de Règlement est approuvée par les deux Tribunaux, tous les Membres du Groupe (sauf ceux qui se sont officiellement exclus des Actions) seront liés par les termes de l'Entente de Règlement. Cela signifie qu'ils ne pourront pas entreprendre ou poursuivre toute autre réclamation ou procédure judiciaire contre BMO en relation avec les réclamations mises de l'avant dans le cadre des Actions Collectives.

**Si l'Entente de Règlement est approuvée, un autre avis sera transmis par la poste aux Membres du Groupe, lequel fournira des instructions sur la façon de déposer une réclamation en vertu de l'Entente de Règlement.**

Une copie de l'Entente de Règlement est disponible aux sites internet des Avocats du Groupe.

## **INTERPRÉTATION**

S'il existe un conflit entre les dispositions du présent avis et l'Entente de Règlement, les dispositions de l'Entente de Règlement prévaudront.

## **LES QUESTIONS CONCERNANT L'ENTENTE DE RÈGLEMENT PROPOSÉE DOIVENT ÊTRE ADRESSÉES AUX AVOCATS DU GROUPE**

### **SOTOS LLP**

180, Dundas Street West, Suite 1200  
Toronto (Ontario) M5G 1Z8

[www.sotosllp.com](http://www.sotosllp.com)

Me David Sterns (LSO # 36274J)

[dsterns@sotosllp.com](mailto:dsterns@sotosllp.com)

Me Jean-Marc Leclerc (LSO #43974F)

[jleclerc@sotosllp.com](mailto:jleclerc@sotosllp.com)

Me Sabrina Callaway (LSO #65387O)

[scallaway@sotosllp.com](mailto:scallaway@sotosllp.com)

Tél. : 416-977-0007

Télécopieur : 416-977-0717

### **JSS BARRISTERS**

800, 304 8 Avenue SW  
Calgary (Alberta) T2P 1C2

[www.jssbarristers.ca](http://www.jssbarristers.ca)

Carsten Jensen, QC, FCI Arb

[jensenc@jssbarristers.ca](mailto:jensenc@jssbarristers.ca)

### **SISKINDS LLP**

100, Lombard Street, Suite 302  
Toronto (Ontario) M5C 1M3

[www.siskinds.com](http://www.siskinds.com)

Me Michael G. Robb (LSO # 45787G)

[michael.robb@siskinds.com](mailto:michael.robb@siskinds.com)

Me Stefani Cuberovic (LSO #74515R)

[stefani.cuberovic@siskinds.com](mailto:stefani.cuberovic@siskinds.com)

Tél. : 519-660-7872

Télécopieur : 519-660-7873

### **SISKINDS, DESMEULES, AVOCATS s.e.n.c.r.l.**

43, rue de Buade, bureau 320  
Québec (Québec) G1R 4A2

[www.siskinds.com/qc](http://www.siskinds.com/qc)

Me Caroline Perrault

[caroline.perrault@siskinds.com](mailto:caroline.perrault@siskinds.com)

Sean Carrie (LSO #58223K)  
carries@jssbarristers.ca

Tél. : 403-571-1520  
Télécopieur : 403-571-1528

Tél. : 418-694-2009  
Télécopieur : 418-694-0281

**Annexe « A »**

**FORMULAIRE D'EXCLUSION  
ACTIONS COLLECTIVES CONTRE LA BANQUE DE MONTRÉAL**

**AUX : Avocats du Groupe**

Je m'appelle \_\_\_\_\_ (insérer le nom complet).

J'ai reçu l'avis relatif à l'Entente de Règlement proposée dans le cadre des Actions Collectives contre la Banque de Montréal.

Je crois être un Membre du Groupe.

J'étais un client de la Banque de Montréal le 27 mai 2018 et mes Renseignements Personnels ont été affectés par la fuite des données qui se serait produite à cette date ou autour de celle-ci.

Je ne souhaite PAS participer aux Actions Collectives contre la Banque de Montréal.

Je comprends qu'en m'excluant des Actions Collectives, je n'aurai droit à aucune des prestations dont pourrait bénéficier le Groupe une fois cette affaire résolue.

Je comprends que, si je souhaite exercer un recours contre la Banque de Montréal en ce qui concerne la fuite des données, je devrai le faire par moi-même.

Daté du \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2020

\_\_\_\_\_  
(Signature)

Indiquer l'adresse postale : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Afin de vous exclure valablement, vous devez compléter et transmettre le présent formulaire d'exclusion au plus tard **[60 jours après la publication de l'avis]** à l'un des Avocats du Groupe.

**Si vous êtes un résident du Québec, vous devez également transmettre le présent formulaire d'exclusion aux coordonnées suivantes :**

**Greffier de la Cour supérieure du Québec**

Palais de justice de Montréal

Dossier de Cour no. 500-06-000944-187

1, rue Notre-Dame Est, salle 1.120

Montréal (Québec) H2Y 1B6

[Long-Form Notice]

**BANK OF MONTREAL CLASS ACTIONS**

**NOTICE OF SETTLEMENT APPROVAL HEARINGS AND OPT-OUT**

**This notice is to any person who is a current or former client of Bank of Montreal and whose personal information was impacted as a result of a data breach affecting Bank of Montreal announced on or about May 27, 2018.**

READ THIS NOTICE CAREFULLY AS IT MAY AFFECT YOUR LEGAL RIGHTS

CLASS ACTIONS COMMENCED IN ONTARIO AND QUEBEC HAVE BEEN SETTLED

In 2018, a class action was commenced in each of Ontario and Quebec against Bank of Montreal (“**BMO**”) in respect of a data breach announced on May 27, 2018 (the “**Incident**”) that exposed the personal information of certain BMO clients (the “**Class Actions**”).

This notice applies to all current or former clients of BMO as at May 27, 2018 whose Personal Information (as defined in the Settlement Agreement, described below) was impacted as a result of the Incident (the “**Class Members**”).

The parties to the Class Actions have reached a proposed settlement (the “**Settlement Agreement**”) subject to obtaining the approval of the courts of Ontario and Quebec (the “**Courts**”). The Settlement Agreement provides that BMO will pay \$12,757,540.00 in non-refundable settlement funds, and up to an additional \$8,465,535.00 in funds subject to claims by affected BMO clients, in full and final settlement of all claims of the Class Members (the “**Settlement Benefits**”). BMO has also agreed to maintain its existing commitment to reimburse all Class Members for any unauthorized transaction carried out in their accounts with BMO as a direct result of the Incident. The Settlement Benefits includes all legal fees, disbursements, and taxes (“**Class Counsel Fees**”). In return for the Settlement Benefits, BMO will receive a release from all Class Members, a dismissal of the Ontario Action and a declaration of settlement out of court of the Quebec Action.

The settlement is a compromise of disputed claims and is not an admission of liability, wrongdoing or fault on the part of BMO, which has disputed, and continues to dispute, the allegations advanced in the Class Actions.

**CERTIFICATION OF THE CLASS ACTIONS**

As part of the terms of the Settlement Agreement, the Actions have been certified by the Court in Ontario and authorized by the Court in Quebec, respectively, as Class Actions.

The Class Members are:

Any person who is a current or former client of BMO whose Personal Information was impacted as a result of the Data Breach announced on or about May 27, 2018. (“**Class**” or “**Class Members**”).

If you are not sure whether or not you are a member of the Class, you should speak to Class Counsel whose addresses are provided below.

## **CLASS MEMBERS' ENTITLEMENTS**

BMO has identified 113,151 of its clients whose Personal Information was affected by the Incident:

- 3,195 BMO clients had their Personal Information, including date of birth and SIN, accessed and posted online ("**Group 1**");
- 59,750 BMO clients had their Personal Information, including date of birth and SIN, accessed but not posted online ("**Group 2**");
- 50,206 BMO clients had their Personal Information, but not including their date of birth and SIN, accessed but not posted online ("**Group 3**"); and
- 3,566 BMO clients experienced unauthorized transactions in their accounts as a result of the Incident ("**Group 4**").

Each of the Class Members in Group 4 is also a member of one of Groups 1, 2 or 3.

The \$12,757,540.00 in non-refundable Settlement Funds - Fixed will, after Class Counsel Fees are deducted from that sum, be distributed to the Class Members in Groups 1, 2 and 4.

The \$8,465,535.00 in funds subject to claims by Class Members (the Settlement Funds – Claimable) will, after Class Counsel Fees are deducted from that sum, be distributed to the Class Members in Groups 1, 2 and 3 in accordance with the claims made by the Class Members.

Each Group 1 Class Member will be entitled to a \$1,000.00 payment (from which Class Counsel Fees will be deducted), and will be able to apply for additional amounts for up to 3.5 hours of lost time (at \$18.00/hr.), if they spent in excess of 20 hours to secure their Personal Information following the Incident. For example: If you spent a total of 23 hours changing banking passwords, direct debit and deposit information, and speaking with representatives of BMO on the phone, you will be entitled to a total of \$1,054.00 (from which Class Counsel Fees will be deducted). If you spent 20 hours or less on such activities, you will receive \$1,000.00 (from which Class Counsel Fees will be deducted).

Each Group 2 Class Member will be entitled to a \$144.00 payment (from which Class Counsel Fees will be deducted), and will be able to apply for additional amounts for up to 3.5 hours of lost time (at \$18.00/hr.), if they spent in excess of 8 hours to secure their Personal Information following the Incident. For example: If you spent a total of 11 hours changing banking passwords, direct debit and deposit information, and speaking with representatives of BMO on the phone, you will be entitled to a total of \$198.00 (from which Class Counsel Fees will be deducted). If you spent 8 hours or less on such activities, you will receive \$144.00 (from which Class Counsel Fees will be deducted).

Each Group 3 Class Member will be entitled to apply for amounts for up to 5 hours of lost time (at \$18.00/hr.) if they spent time securing their Personal Information following the Incident. For example: If you spent a total of 5 hours changing banking passwords, direct debit and deposit information, and

speaking with representatives of BMO on the phone, you will be entitled to a total of \$90.00 (from which Class Counsel Fees will be deducted).

Each Group 4 Class Member will be entitled to a \$270.00 payment (from which Class Counsel Fees will be deducted), for lost time associated with their own efforts to address unauthorized transactions in their account(s). If you are also in Group 1, 2 or 3 you are entitled to this amount in addition to any amounts you may be entitled to as a member of those groups.

The following chart illustrates the fixed and claimable amounts available to the members of each Group:

<b>Claimant Group</b>	<b>Settlement Funds - Fixed per Claimant</b>	<b>Settlement Funds - Claimable per Claimant by Applying</b>
<b>Group 1</b>	\$1,000.00 (minus Class Counsel Fees)	Up to \$63.00 (minus Class Counsel Fees) for those who spent over 20 hours addressing issues arising from the Incident.
<b>Group 2</b>	\$144.00 (minus Class Counsel Fees)	Up to \$63.00 (minus Class Counsel Fees) for those spent over 8 hours addressing issues arising from the Incident.
<b>Group 3</b>	N/A	Up to \$90.00 (minus Class Counsel Fees) for those who spent time addressing issues arising from the Incident.
<b>Group 4</b>	\$270.00 (minus Class Counsel Fees)	N/A

**IF YOU DO NOT WISH TO PARTICIPATE IN THIS CLASS ACTION**

Class Members who wish to participate in the Class Actions do not need to do anything at this time. They are automatically included in the Class Actions.

Any Class Member who does not wish to participate in the Class Actions and who therefore chooses to “opt-out” of the Class Actions will not be entitled to participate further in the Class Actions, or to share in the distribution of funds received as a result of the Settlement Agreement. Those who opt-out will not be bound by the releases provided to BMO.

Any Class Member who wishes to opt-out of the Class Actions must do so by sending a written opt-out form, signed by the Class Member, stating that he/she opts out of the Class Actions. The opt-out form appears as Appendix ‘A’ to this Notice. It can also be obtained from Class Counsel.

A completed opt-out form must be sent to Class Counsel by no later than **[60 days after publication of Notice]**. For Quebec residents, the opt-out form must also be sent to the court office by the same deadline.

No Class Member will be permitted to opt-out of the Class Actions after **[opt-out date]**. If you opt-out of the Class Actions, and if you wish to seek to proceed with a personal legal claim, you will take full responsibility for initiating your own lawsuit against BMO and for taking all legal steps necessary to protect your claim, if you wish to proceed with a claim.

### **SETTLEMENT APPROVAL HEARINGS WILL BE HELD IN OTTAWA, ONTARIO AND MONTREAL, QUEBEC**

Before the Settlement Agreement can be implemented, it must be approved by both Courts.

Class Members who reside outside of Quebec may, but are not required to, attend at the Settlement Approval Hearing which will be held on \_\_\_\_\_, 2020 at **[time tbd]** at the court house at 161 Elgin Street, Ottawa, Ontario.

Class Members who reside in Quebec may, but are not required to, attend at the Settlement Approval Hearing which will be held on \_\_\_\_\_, 2020 at **[time tbd]** at the court house at 1, Notre-Dame East street, Montreal, Quebec, in room 1.156.

In the event that the COVID-19 pandemic necessitates that the motions be heard electronically, or by other alternative means, the means by which Class Members may attend at the Settlement Approval Hearings will be posted on the web sites of Class Counsel.

Class Members who do not oppose the proposed Settlement Agreement do not need to appear at any hearing or take any other action to indicate their desire to support the proposed Settlement Agreement.

### **CLASS COUNSEL FEES**

In addition to seeking the Courts' approval of the Settlement Agreement, Class Counsel (as identified below) will seek the approval of their legal fees, in an amount equal to 25% of the Settlement Benefits, plus disbursements and applicable taxes. Class Counsel will also seek approval of a plan for distributing the Settlement Benefits, minus Class Counsel Fees (the "**Net Settlement Funds**") to Class Members (the "**Distribution Plan**").

### **CLASS MEMBERS MAY OBJECT TO THE SETTLEMENT**

***As a Class Member, if you are unhappy with the terms of the Settlement Agreement, you have a right to object.***

If you wish to comment on, or make objection to, the approval by the Courts of the Settlement Agreement, the Distribution Plan or Class Counsel Fees, you must provide notice in writing of your intention to do so. All such notice must be submitted to Class Counsel (at the addresses listed below) no later than \_\_\_\_\_, 2020. Class Counsel will forward all such submissions to the appropriate Court and to Counsel for BMO. You may attend at the appropriate Settlement Approval Hearing whether or not you deliver an objection. In the event that the current COVID-19 pandemic necessitates that the

motions be heard electronically, or by other alternative means, the means by which Class Members may attend at the appropriate Settlement Approval Motion will be posted on the web sites of Class Counsel.

A written objection should include the following information:

- (a) The objector's name, address, telephone number, fax number (where applicable) and email address;
- (b) A brief statement outlining the nature of, and reason for, the objection; and
- (c) A statement as to whether the objector intends to appear at the settlement approval hearing in person or by legal counsel and, if by legal counsel, the name, address, telephone number, fax number and email address of such legal counsel.

### **PROPOSED DISTRIBUTION OF THE NET SETTLEMENT AMOUNT**

If approved, the Net Settlement Funds will be distributed to Class Members who are authorized claimants in accordance with the Distribution Plan, which, in general terms, will provide that:

- (a) in order to be eligible to receive compensation pursuant to the Settlement Agreement, you must be a Class Member.
- (b) a Claims Administrator will determine whether a Class Member is entitled to receive compensation from the Net Settlement Funds, and in what amount, pursuant to the Settlement Agreement and the Distribution Plan (“**Authorized Claimant**”).
- (c) each Class Member’s actual compensation from the Net Settlement Funds will be calculated in accordance with the Distribution Plan.

If the Settlement Agreement is approved by both Courts, all Class Members (but not clients who have formally opted-out of the Actions) will be bound by the terms of the Settlement Agreement. This means that they will not be able to bring or maintain any other claim or legal proceeding against BMO in relation to the claims advanced in the Class Actions.

**If the settlement is approved, another notice to Class Members will be mailed which will provide instructions on how to make a claim to receive compensation from the Settlement Agreement.**

A copy of the Settlement Agreement may be found at the websites of Class Counsel.

### **INTERPRETATION**

If there is a conflict between the provisions of this Notice and the Settlement Agreement, the terms of the Settlement Agreement will prevail.

### **QUESTIONS ABOUT THE PROPOSED SETTLEMENT SHOULD BE DIRECTED TO CLASS COUNSEL**

180 Dundas Street West, Suite 1200  
Toronto, ON M5G 1Z8

[www.sotosllp.com](http://www.sotosllp.com)

David Sterns (LSO # 36274J)  
[dsterns@sotosllp.com](mailto:dsterns@sotosllp.com)  
Jean-Marc Leclerc (LSO #43974F)  
[jleclerc@sotosllp.com](mailto:jleclerc@sotosllp.com)  
Sabrina Callaway (LSO #65387O)  
[scallaway@sotosllp.com](mailto:scallaway@sotosllp.com)

Tel: 416-977-0007  
Fax: 416-977-0717

**JSS BARRISTERS**

800, 304 8 Avenue SW  
Calgary, AB T2P 1C2

[www.jssbarristers.ca](http://www.jssbarristers.ca)

Carsten Jensen, QC, FCI Arb  
[jensenc@jssbarristers.ca](mailto:jensenc@jssbarristers.ca)  
Sean Carrie (LSO #58223K)  
[carries@jssbarristers.ca](mailto:carries@jssbarristers.ca)

Tel: 403-571-1520  
Fax: 403-571-1528

Suite 302, 100 Lombard Street  
Toronto, ON M5C 1M3

[www.siskinds.com](http://www.siskinds.com)

Michael G. Robb (LSO # 45787G)  
[michael.robb@siskinds.com](mailto:michael.robb@siskinds.com)  
Stefani Cuberovic (LSO #74515R)  
[stefani.cuberovic@siskinds.com](mailto:stefani.cuberovic@siskinds.com)

Tel: 519-660-7872  
Fax: 519-660-7873

**SISKINDS DESMEULES AVOCATS s.e.n.c.r.l.**

43, De Buade Street, suite 320  
Québec, Qc, G1R 4A2

[www.siskinds.com/qc](http://www.siskinds.com/qc)

Caroline Perrault  
[caroline.perrault@siskinds.com](mailto:caroline.perrault@siskinds.com)

Tel : 418-694-2009  
Fax: 418-694-0281

**Appendix 'A'**

**OPT-OUT FORM  
BANK OF MONTREAL CLASS ACTIONS**

**TO: Class Counsel**

I, \_\_\_\_\_ (insert full name), have received notice of the proposed settlement of the Bank of Montreal Class Actions.

I believe that I am a Class Member.

I was a client of Bank of Montreal on May 27, 2018, and my Personal Information was impacted as a result of the Data Breach that occurred on or around that date.

I do NOT wish to participate in the Bank of Montreal Class Actions.

I understand that by opting out of the Class Actions, I will not be eligible for any benefit that may be available to the Class upon resolution of this matter.

I understand that, if I wish to seek to pursue any remedy against the Bank of Montreal with respect to the Data Breach, I must do so on my own.

Dated the \_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, 2020

\_\_\_\_\_  
(signature)

Insert Mailing Address: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Telephone Number: \_\_\_\_\_

Email Address: \_\_\_\_\_

In order to validly opt out, you must complete and send this opt out form by no later than **[60 days after publication of Notice]** to one of the Class Counsel.

**If you are a Québec resident, you also must send this opt out form to :**

**Greffier de la Cour supérieure du Québec**

Palais de justice de Montréal

Dossier no : 500-06-000944-187

1 rue Notre-Dame Est, salle 1.120

Montréal, Québec H2Y 1B6

## [Avis abrégé]

### **ACTIONS COLLECTIVES CONCERNANT LA FUITE DE DONNÉES DE LA BANQUE DE MONTRÉAL**

Avez-vous reçu un avis de la Banque de Montréal (« BMO ») à l'effet que vos renseignements personnels ont été affectés par une fuite de données en 2018 (l'« Incident »)? Le cas échéant, le présent avis concerne le règlement d'actions collectives concernant cet Incident (l'« Entente de Règlement »).

L'Entente de Règlement, si elle est approuvée par les Tribunaux de l'Ontario et du Québec, exige que BMO indemnise les clients concernés (les « Membres du Groupe »). L'Entente de Règlement ne constitue pas une reconnaissance de responsabilité, de faute ou d'acte fautif. Si elle est approuvée, les Membres du Groupe recevront et/ou pourront réclamer des fonds de règlement en fonction de l'impact qu'a eu l'Incident sur eux, conformément aux montants suivants (bien que chaque somme devra être déduite des honoraires des avocats du Groupe) :

Groupe 1: clients dont les renseignements personnels, y compris leur date de naissance et leur NAS, ont été consultés et affichés en ligne, recevront un chèque de 1 000\$ et pourront réclamer jusqu'à 63\$ supplémentaires;

Groupe 2: clients dont les renseignements personnels, y compris leur date de naissance et leur NAS, ont été consultés mais non affichés en ligne, recevront un chèque de 144\$ et pourront réclamer jusqu'à 63\$ supplémentaires;

Groupe 3: clients dont les renseignements personnels, à l'exception de leur date de naissance et leur NAS, ont été consultés mais non affichés en ligne, pourront réclamer jusqu'à 90\$; et

Groupe 4: clients qui, en plus de ce qui précède, ont fait l'objet d'opérations non autorisées sur leurs comptes à la suite de l'Incident, recevront un chèque de 270\$.

Vous avez le droit de vous exclure des procédures en actions collectives entreprises contre BMO (« exclusion »); si vous le faites, vous ne recevrez aucun montant provenant des fonds de règlement, mais vous pourrez entreprendre votre propre recours contre BMO, et ce, à vos frais. La date limite pour s'exclure est le **DATE**.

Si vous ne vous excluez pas, vous serez un membre du Groupe. Vous n'aurez plus aucun recours contre BMO, mais si l'Entente de Règlement est approuvée, vous serez admissible à recevoir une part des fonds de règlement.

Une audience devant le Tribunal de l'Ontario aura lieu le **DATE** et une audience devant le Tribunal du Québec aura lieu le **DATE**. Si vous ne vous excluez pas, vous avez le droit de présenter des observations ou de vous opposer à l'Entente de Règlement, à la méthode d'indemnisation proposée et aux honoraires réclamés par les avocats du Groupe (les « Avocats du Groupe ») et provenant des fonds de règlement.

S'il y a approbation de l'Entente de Règlement, vous recevrez une lettre vous informant de la méthode de distribution des fonds de règlement. Il est estimé que le processus de distribution sera complété d'ici juin 2021.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez consulter les sites internet des Avocats du Groupe ou communiquez avec eux aux coordonnées ci-dessous :

**SOTOS LLP**

180, Dundas Street West, Suite 1200  
Toronto (Ontario) M5G 1Z8

[www.sotosllp.com](http://www.sotosllp.com)

Me David Sterns (LSO # 36274J)

[dsterns@sotosllp.com](mailto:dsterns@sotosllp.com)

Me Jean-Marc Leclerc (LSO #43974F)

[jleclerc@sotosllp.com](mailto:jleclerc@sotosllp.com)

Me Sabrina Callaway (LSO #65387O)

[scallaway@sotosllp.com](mailto:scallaway@sotosllp.com)

Tél. : 416-977-0007

Télécopieur : 416-977-0717

**JSS BARRISTERS**

800, 304 8 Avenue SW  
Calgary (Alberta) T2P 1C2

[www.jssbarristers.ca](http://www.jssbarristers.ca)

Carsten Jensen, QC, FCI Arb

[jensenc@jssbarristers.ca](mailto:jensenc@jssbarristers.ca)

Sean Carrie (LSO #58223K)

[carries@jssbarristers.ca](mailto:carries@jssbarristers.ca)

Tél. : 403-571-1520

Télécopieur : 403-571-1528

**SISKINDS LLP**

100, Lombard Street, Suite 302  
Toronto (Ontario) M5C 1M3

[www.siskinds.com](http://www.siskinds.com)

Me Michael G. Robb (LSO # 45787G)

[michael.robb@siskinds.com](mailto:michael.robb@siskinds.com)

Me Stefani Cuberovic (LSO #74515R)

[stefani.cuberovic@siskinds.com](mailto:stefani.cuberovic@siskinds.com)

Tél. : 519-660-7872

Télécopieur : 519-660-7873

**SISKINDS, DESMEULES, AVOCATS s.e.n.c.r.l.**

43, rue de Buade, bureau 320  
Québec (Québec) G1R 4A2

[www.siskinds.com/qc](http://www.siskinds.com/qc)

Me Caroline Perrault

[caroline.perrault@siskinds.com](mailto:caroline.perrault@siskinds.com)

Tél. : 418-694-2009

Télécopieur : 418-694-0281

[Short-Form Notice]

**BANK OF MONTREAL DATA BREACH CLASS ACTIONS**

Did you get a notice from Bank of Montreal (“BMO”) that your personal information was impacted by a 2018 data breach (the “Incident”)? If you did, this is a notice concerning the settlement of a class action concerning that Incident.

The settlement, if approved by the Courts in Ontario and Quebec, requires BMO to compensate affected clients (the “Class Members”). The settlement is not an admission of liability, wrongdoing or fault. If approved, Class Members will receive, and/or may claim, settlement funds depending upon the effect of the Incident upon them, in the following amounts (although each sum would be reduced by a deduction for Class Counsel Fees):

Group 1: clients who had their personal information, including date of birth and SIN, accessed and posted online, will receive a cheque for \$1000, and may apply for up to \$63 more;

Group 2: clients who had their personal information, including date of birth and SIN, accessed but not posted online, will receive a cheque for \$144, and may apply for up to \$63 more;

Group 3: clients who had their personal information, but not their date of birth and SIN, accessed but not posted online, may apply to receive up to \$90; and

Group 4: clients who, in addition, experienced unauthorized transactions in their accounts as a result of the Incident will receive a cheque for \$270.

You have the right to exclude yourself from the BMO class proceeding (“opt-out”); if you do so, you will not receive any settlement funds, but you would have the right to take recourse against BMO at your own expense. The deadline to opt-out is **DATE**.

If you do not opt-out, you will be a member of the Class. You will have no further recourse against BMO, but if the settlement is approved, you will be eligible to receive the settlement funds.

A hearing in the Ontario Court will occur on **DATE**, and in the Quebec Court on **DATE**. If you do not opt-out, you have the right to comment on or object to the settlement, to the proposed method for compensation, and to the fees claimed by the lawyers for the Class (“Class Counsel”) from the settlement funds.

If the settlement is approved, you will receive a letter explaining the method of distributing settlement funds. It is estimated that this distribution process will be completed by June 2021.

For more information visit the web sites of Class Counsel, or contact them as below:

**SOTOS LLP**

**SISKINDS LLP**

180 Dundas Street West, Suite 1200  
Toronto, ON M5G 1Z8

[www.sotosllp.com](http://www.sotosllp.com)

David Sterns (LSO # 36274J)  
[dsterns@sotosllp.com](mailto:dsterns@sotosllp.com)  
Jean-Marc Leclerc (LSO #43974F)  
[jleclerc@sotosllp.com](mailto:jleclerc@sotosllp.com)  
Sabrina Callaway (LSO #65387O)  
[scallaway@sotosllp.com](mailto:scallaway@sotosllp.com)

Tel: 416-977-0007  
Fax: 416-977-0717

**JSS BARRISTERS**

800, 304 8 Avenue SW  
Calgary, AB T2P 1C2

[www.jssbarristers.ca](http://www.jssbarristers.ca)

Carsten Jensen, QC, FCI Arb  
[jensenc@jssbarristers.ca](mailto:jensenc@jssbarristers.ca)  
Sean Carrie (LSO #58223K)  
[carries@jssbarristers.ca](mailto:carries@jssbarristers.ca)

Tel: 403-571-1520  
Fax: 403-571-1528

Suite 302, 100 Lombard Street  
Toronto, ON M5C 1M3

[www.siskinds.com](http://www.siskinds.com)

Michael G. Robb (LSO # 45787G)  
[michael.robb@siskinds.com](mailto:michael.robb@siskinds.com)  
Stefani Cuberovic (LSO #74515R)  
[stefani.cuberovic@siskinds.com](mailto:stefani.cuberovic@siskinds.com)

Tel: 519-660-7872  
Fax: 519-660-7873

**SISKINDS DESMEULES AVOCATS s.e.n.c.r.l.**

43, De Buade Street, suite 320  
Québec, Qc, G1R 4A2

[www.siskinds.com/qc](http://www.siskinds.com/qc)

Caroline Perrault  
[caroline.perrault@siskinds.com](mailto:caroline.perrault@siskinds.com)

Tel : 418-694-2009  
Fax: 418-694-0281